



PRÉFET DE LA DROME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° 2018120 - 0002
portant mise en demeure

au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
à l'encontre du SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme)

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son livre I, articles L. 171-6 et L. 171-8 ;

VU l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques 2510-3, 2760-2 et 3540 de cette nomenclature ;

VU l'arrêté préfectoral n° 5997 du 24 novembre 1976 autorisant le Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SIRCTOM) à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de SAINT SORLIN EN VALLOIRE (26210), sur les parcelles n° 19, 11 et 12, section AN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-0424 du 30 janvier 2009 autorisant le SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), dont le siège social est situé 7, rue Louis Armand, Z.I. La Motte 26 800 PORTES LES VALENCE (26800), à étendre l'exploitation de son installation de stockage de déchets implantée à SAINT SORLIN EN VALLOIRE, 875 route des Sorbiers ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-2637 du 30 juin 2010 imposant des prescriptions relatives au contrôle du rejet de substances dangereuses dans l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011207-0025 du 26 juillet 2011 portant modification des conditions d'exploitation et mise à jour des rubriques de classement applicables à l'installation susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013102-0014 du 12 avril 2013 portant création de la commission de suivi de site « CSS ISDND ST SORLIN EN VALLOIRE » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013116-0017 du 26 avril 2013 autorisant, à l'intérieur de l'installation susvisée, l'exploitation d'un casier de stockage de déchets dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016172-0027 du 17 juin 2016 autorisant le stockage d'un volume supplémentaire de déchets non dangereux à l'intérieur de l'installation susvisée ;

VU le rapport établi le 10 avril 2018 par l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU le projet d'arrêté transmis le 10 avril 2018 à l'exploitant et la réponse de celui-ci, du 19 avril 2018, précisant qu'il n'a pas d'observation particulière sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT l'article 12.6 de l'arrêté préfectoral n° 09-0424 du 30 janvier 2009 susvisé qui impose :

« 12.6. – COLLECTE ET STOCKAGE DES LIXIVIATS

(...) L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique à 30 cm en fond de site et permettre l'entretien et l'inspection des drains. Ce niveau hydraulique est maintenu automatiquement par des pompes installées dans les puits de collecte. » ;

CONSIDÉRANT que l'inspection de l'environnement a constaté le 4 avril 2018 la présence de lixiviats dans le casier dont l'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016172-0027 du 17 juin 2016, mais qui n'a finalement pas été exploité ;

CONSIDÉRANT que le fond de ce casier se trouve à une cote de 3 mètres au-dessus de celle du fond des casiers connexes auxquels il est relié, ce qui prouve qu'une hauteur de plus de 3 mètres de lixiviats se trouve dans les casiers connexes ;

CONSIDÉRANT qu'une telle situation présente un risque de déversement de lixiviats dans le milieu naturel, en cas de défaillance des barrières d'étanchéité des casiers sus-visés ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le Président du SYTRAD (Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme), dont le siège social est situé 7, rue Louis ARMAND, Z.I. La Motte à PORTES LES VALENCE (26800), est mis en demeure, pour son centre de stockage de déchets exploité sur le territoire de la commune de SAINT SORLIN EN VALLOIRE (26210), 875 route des Sorbiers, de respecter, dans les plus brefs délais et au plus tard sous 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, l'article 12.6 de l'arrêté préfectoral n°09-0424 du 30 janvier 2009 susvisé.

Article 2

Au plus tard sous 48 heures à compter de la notification du présent arrêté, le Président du SYTRAD présentera, à Monsieur le Préfet de la Drôme et à l'inspection de l'environnement, les éléments montrant le respect effectif de l'article 12.6 de l'arrêté préfectoral n° 09-0424 du 30 janvier 2009 susvisé, ainsi que les dispositions qu'il aura décidées pour assurer le respect permanent de cet article.

Article 3

Dans le cas où les obligations prévues à l'article premier du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement à savoir :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites : les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 4

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 5

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le maire de SAINT SORLIN EN VALLOIRE et à Monsieur le président du SYTRAD.

Fait à Valence, le **30 AVR. 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU